

PROTOCOLE D'ACCORD
RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS
D'INFRACTIONS MIXTES

ENTRE :

La commune d'Auderghem, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Christophe Magdalijns, Bourgmestre f.f., et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal, en exécution d'une ratification du Conseil Communal du 26.06.2014 ;

ET

Le parquet du procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur le procureur du Roi Jean-Marc Meilleur ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1^{er}, alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage, et l'article 23, §1^{er}, alinéa 5, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le règlement général de police du 18 décembre 2014 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1^o et 2^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398
- Article 448
- Article 521, 3^{ème} alinéa
- Article 461

- Article 463
- Article 526
- Article 534bis
- Article 534ter
- Article 537
- Article 545
- Article 559; 1°
- Article 561, 1°
- Article 563, 2°
- Article 563, 3°
- Article 563bis

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le collège des bourgmestres et échevins ou le collège communal concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

B. Cadre conventionnel (autre que pour les infractions de roulage)

Article 1. – échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé(s) le(s) "magistrat(s) de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des villes/communes sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – Traitement des infractions mixtes

Préambule : Conformément à la circulaire n° 1/2006 du Collège des procureurs généraux (version révisée du 30/01/2014), le présent accord ne concerne que les infractions commises par des personnes majeures. Le procès-verbal concernant les faits commis par un mineur est toujours envoyé en original à la section « famille-jeunesse » du parquet du lieu de son domicile, de celui de son tuteur ou de celui de la personne qui en a la garde, et est traité exclusivement par ce même parquet.

I. Options quant aux traitements des infractions mixtes

1. Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et la commune concernée s'engage à traiter les infractions dûment constatées :

- **ART 448 CP :** Injures
- **ART 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 563-2° CP :** Dégradations (sauf sur véhicule)
- **ART 561,1° CP :** Tapage nocturne
- **ART 563 bis CP :** Visage non identifiable dans l'espace public

2. Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées, pour lesquelles aucune copie du procès-verbal n'est transmise au fonctionnaire sanctionnateur :

- **ART 398 CP :** Coups et blessures volontaires
- **ART 461 et 463 CP :** Vols simples
- **ART 521-3° CP :** Dégradations sur véhicule
- **ART 563,3° CP :** Voies de fait et violences légères

II. Modalités particulières

1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits, ou phénomènes (p.ex. violences intrafamiliales), qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect, par exemple lorsqu'il est connu comme agissant en « bande urbaine ».

2. Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.
3. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.

Article 3.

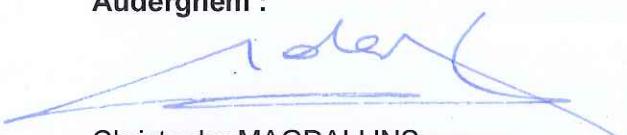
La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la Ville de la délibération du Conseil communal approuvant la présente convention.

Article 4.

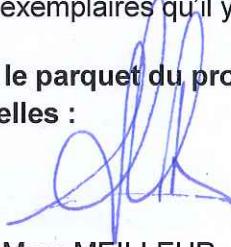
Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Fait à Bruxelles le 24 / 03 /2015, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

**Pour la commune de
Auderghem :**


Christophe MAGDALIJNS
Bourgmestre

**Pour le parquet du procureur du Roi de
Bruxelles :**


Jean-Marc MEILLEUR
Procureur du Roi


Etienne SCHOONBROODT
Secrétaire communal

Voorstel van overeenkomstprotocol

OVEREENKOMSTPROTOCOL

BETREFFENDE GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES IN GEVAL VAN GEMENGDE INGEUKEN

TUSSEN:

De gemeente Oudergem, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen/gemeentelijk college, in wiens naam optreden de heer Christophe Magdalijns, burgemeester d.d. en de heer Etienne Schoonbroodt, gemeentesecretaris, in uitvoering van de bekraftiging door de gemeenteraad van 26.06.2014.

EN

De Procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door de heer Procureur des Konings Jean-Marc Meilleur;

WORDT ER UITEENGEZET WAT VOLGT:

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en in het bijzonder artikel 23, §1, lid 1, voor wat betreft gemengde inbreuken, verkeersinbreuken uitgesloten, en artikel 23, §1, lid 5, voor wat betreft verkeersinbreuken;

Gelet op artikelen 119bis, 123 en 135, §2, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het algemeen politiereglement van 18.12.2014 ;

WORDT ER OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

A. Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. 1 juli 2013), hierna "GAS-wet", te noemen, bepaalt in zijn artikel 3, 1° en 2°, dat de gemeenteraad in zijn reglementen of beschikkingen een administratieve sanctie kan voorzien voor de volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- Artikel 398
- Artikel 448
- Artikel 521, 3^{de} lid
- Artikel 461
- Artikel 463
- Artikel 526
- Artikel 534bis
- Artikel 534ter
- Artikel 537
- Artikel 545
- Artikel 559; 1°
- Artikel 561, 1°
- Artikel 563, 2°
- Artikel 563, 3°
- Artikel 563bis

Voor de voormelde inbreuken kan er tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege een overeenkomstprotocol betreffende de gemengde inbreuken afgesloten worden. Dit protocol voegt zich naar alle wettelijke bepalingen betreffende in het bijzonder de procedures voorzien voor de overtreders en mag hun rechten niet beknotten.

Gemengde inbreuken, behalve verkeersinbreuken

Artikel 1. – uitwisseling van informatie

- a. Alle partijen verbinden er zich toe samen te werken en elkaar binnen de grenzen van hun bevoegdheid te informeren en waarborgen de vertrouwelijkheid van die uitwisselingen.

Daartoe duidt de Procureur des Konings één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna "de GAS refertemagistraat" te noemen. De refertemagistraten zullen kunnen aangesproken worden door de door dit akkoord gebonden gemeenten in geval van moeilijkheden bij de toepassing van de wet of dit akkoord, dan wel om inlichtingen te krijgen over het gevolg voorbehouden aan bepaalde processen-verbaal.

- b. De contactgegevens van de refertemagistraten en van de refertepersonen in de gemeenten **worden onder de verschillende partners uitgewisseld**. Briefwisseling en/of telefoongesprekken en/of elektronische berichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.
- c. De partijen verbinden er zich toe onverwijd iedere wijziging van de contactgegevens van de voormelde personen te melden.

Artikel 2. – Verwerking van de gemengde inbreuken

Voorwoord: In tegenstelling tot rondschriften nr. 1/2006 van het College van procureurs-generaal (herziene versie van 30/01/2014), betreft de onderhavige overeenkomst slechts inbreuken gepleegd door meerderjarige personen. Het proces-verbaal aangaande door een minderjarige gepleegde feiten wordt altijd als origineel gestuurd aan de afdeling «gezin-jeugd» van het parket van de plaats van zijn woonplaats, van die van zijn voogd of die van de persoon die er de hoede over verheeft, en wordt uitsluitend door dat parket verwerkt.

I. Opties betreffende de verwerking van gemengde inbreuken

1. De procureur des Konings verbindt er zich toe voor de hieronder opgesomde inbreken geen vervolging in te stellen en de betrokken gemeente verbindt er zich toe de behoorlijk vastgestelde inbreuken te behandelen:

- **ART 448 SWB:** beledigingen
 - **ART 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 563-2° SWB:** Beschadigingen (behalve van voertuigen)
 - **ART 561,1° SWB:** Nachtlawaai
-
- **ART 563 bis SWB:** Gezicht niet identificeerbaar op een openbare plek

2. De procureur des Konings verbindt er zich toe (volgens de voorwaarden fan zijn vervolgingsbeleid) een gevolg te geven aan de hieronder opgesomde gemengde inbreuken waarvoor geen afschrift van het proces-verbaal aan de sanctionerende ambtenaar zal overgemaakt worden:

- **ART 398 SWB:** Vrijwillige slagen en verwondingen
- **ART 461 en 463 SWB:** Gewone diefstallen
- **ART 521-3° SWB:** Beschadigingen van voertuigen
- **ART 563,3° SWB:** Geweldpleging en lichte gewelddaden

II. Bijzondere voorwaarden

1. Als de in dit protocol bedoelde feiten met andere feiten of verschijnselen verbonden zijn (bijv. gezinsgeweld), die niet in aanmerking komen voor administratieve sanctie) of tot vrijheidsberoving geleid hebben, is de toepassing van de procedure van administratieve sancties uitgesloten. Hetzelfde geld voor wat betreft de hoedanigheid van de verdachte, bijvoorbeeld wanneer hij bekend staat als lid van een «stadsbende».
2. Wanneer de bevoegde sanctionerende ambtenaar, bij toepassing van de procedure voor het opleggen van een gemeentelijke administratieve sanctie, vaststelt dat de verdachte zich klaarblijkelijk ook schuldig gemaakt heeft aan andere misdrijven, zal hij de feiten, bij toepassing van artikel 29 Wetboek van strafvordering, aan de GAS refertemagistraat kenbaar maken.
3. Rekening houdende met de aard van de aangeklaagde feiten, zal de GAS refertemagistraat beslissen of hij er zich toe verbindt een vervolg te geven aan alle feiten samen, met inbegrip van dat of die waarvoor de administratieve procedure gestart werd. Hij zal, binnen een termijn van twee maanden de sanctionerende ambtenaar daarvan inlichten, en deze zal de administratieve procedure afwikkelen. Zonder beslissing van de Procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar geen mogelijkheid om een administratieve boete op te leggen.

4. Wanneer het gaat om vaststellingen in verband met een onbekende verdachte zal er geen afschrift van het proces-verbaal aan de sanctionerende ambtenaar overgemaakt worden. Indien de oorspronkelijk onbekende verdachte nadien geïdentificeerd wordt, zal de procureur de Konings beslissen geen vervolging in te spannen en de zaak aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar over te maken.

Artikel 3.

Deze overeenkomst wordt gesloten onder voor de ontbindende voorwaard van annulering door de voogdijoverheid waarvan de gemeente afhangt en de beraadslaging van de gemeenteraad die deze overeenkomst moet goedkeuren.

Artikel 4.

De verschillende partners zullen minstens eenmaal per jaar samenkommen om de toestand te beoordelen en de staat van zaken van de verschillende opgezette procedures te onderzoeken

Gedaan te Brussel, op 24/03/2015 in evenveel exemplaren als er partijen zijns.

Voor de gemeente Oudergem,

Christophe MAGDALIENS

Burgemeester d.d.

Parket van de procureur des Konings te
Brussel,

J.-M. Maillen

Etienne SCHOONBROODT

GemeenteSecretaris